

La gauche antilibérale doit se rassembler pour 2007

jeudi 11 mai 2006, par [AUTAIN Clémentine](#), [DEBONS Claude](#), [DENTAL Monique](#), [GOUDJIL Ziad](#), [JENNAR Raoul Marc](#), [MICHEL Claude](#), [MOURIAUX René](#), [SALESSE Yves](#), [SIRE-MARIN Evelyne](#), [VILLECHALANNE Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mars 2006).

Clémentine AUTAIN (féministe, élue de Paris), Claude DEBONS (ancien responsable syndical), Monique DENTAL (militante féministe), Raoul Marc JENNAR (militant altermondialiste), Claude MICHEL (syndicaliste), René MOURIAUX (politologue), Yves SALESSE (militant associatif), Evelyne SIRE-MARIN (militante associative), Philippe VILLECHALANNE (militant d'association de chômeurs).

La gauche antilibérale doit se rassembler afin de proposer pour 2007 un projet unitaire de transformation sociale. Le mouvement contre l'aggravation de la précarité en souligne l'urgence. Il faut mettre fin aux politiques libérales, au démantèlement social, à la stigmatisation aggravée des immigrés, à la dérive autoritaire ; et ouvrir une autre perspective.

Depuis plusieurs années, mobilisations sociales et votes sanctions ont contesté ces politiques patronales et gouvernementales sans les mettre durablement en échec. Les politiques des majorités de gauche plurielle n'ont pas été celles de la droite. Toutefois, dominées par le social-libéralisme, elles ne sont pas revenues sur les dégâts antérieurs et elles y ont ajouté leurs propres renoncements. L'urgence de battre la droite se conjugue avec la nécessité de proposer des alternatives contre toutes les formes d'oppression, de domination et d'exploitation.

Le Non populaire majoritaire du 29 mai a révélé des potentialités. L'exceptionnelle mobilisation actuelle les confirme. Le libéralisme ne fait pas recette parmi nos concitoyens. Il tire surtout sa force de l'inconsistance politique qui lui a été opposée sur fond de dégradation des rapports de forces sociaux inhérents au chômage de masse et à la mondialisation capitaliste ; et de désarroi idéologique découlant des

échecs

des tentatives passées de transformation sociale.

L'antilibéralisme peut être majoritaire dans l'électorat de gauche et dans

le pays. Voulons-nous concrétiser cette possibilité ? Après le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005, de nombreux citoyens recherchent des perspectives

alternatives. Les principales forces politiques de la gauche antilibérale

doivent y apporter des réponses communes.

Il ne s'agit pas de refaire la « gauche plurielle » avec un gouvernement sous domination social-libérale. Dire cela n'induit aucune ambiguïté quant à

la nécessité de chasser la droite au deuxième tour en votant pour le candidat de gauche le mieux placé, ce qui n'implique pas un accord de gouvernement.

Peut-on rassembler la gauche sur une base antilibérale ? Si on ne peut imaginer convertir la direction du Parti Socialiste - sans parler des Radicaux de Gauche - à la rupture avec le libéralisme, il est en revanche

possible de changer la donne à gauche, d'y battre le social-libéralisme, d'y

faire prévaloir une orientation de rupture avec le capitalisme libéral.

Il

faut pour cela construire une dynamique politique et citoyenne.

Lors de la campagne référendaire, un rassemblement populaire majoritaire s'est construit autour du rejet de la Constitution européenne. Alors même

que la représentation politique et médiatique dominante y était favorable,

il a été rejeté par une majorité de nos concitoyen/ne/s et de l'électorat de

gauche. C'est de là qu'il faut partir pour changer les rapports de forces au

sein de la gauche et dans le pays. Les échéances électorales de 2007 sont

une étape déterminante pour y parvenir.

La gauche antilibérale doit chercher à transformer le rejet majoritaire du

libéralisme exprimé le 29 mai en prééminence à gauche des options antilibérales. Pour cela, formulons un ensemble de propositions, radicales

et crédibles, pour rassembler toutes celles et tous ceux qui ont intérêt à

la transformation sociale et impulsons une réappropriation démocratique des

choix sociaux par les citoyens. Des propositions communes sont déjà

débattues dans les organisations, les collectifs, les forums unitaires.
Si
la volonté politique existe, un accord programmatique est possible.

Mais, à la différence d'un référendum et s'agissant d'élections présidentielles et législatives, un projet politique ne peut devenir majoritaire sans le rassemblement qui le porte. Le 29 mai n'a pas intronisé automatiquement les forces éclatées de la gauche antilibérale comme alternative sérieuse. Leur concurrence en 2007 les conduirait à des scores de témoignages. La déception renverrait une fraction de l'électorat populaire vers l'abstention, une autre choisirait sans doute le " vote utile « pour » battre la droite " dès le premier tour, quand d'autres s'égareraient dans les illusions de la « rupture » version droite musclée. Si l'alternative n'est pas réellement crédible, le néo-libéralisme et le social-libéralisme, un temps ébranlés, seront remis en selle par défaut. Pour la gauche antilibérale, dispersion et atomisation, déclin ou marginalisation, reprendraient leurs cours. Une occasion aurait été gâchée, sans doute pour longtemps.

Lors de la campagne référendaire, le rassemblement a pu se faire, notamment grâce à l' « Appel des 200 », parce qu'il était construit autour d'une plateforme bâtie sur ce qui rassemble (tout en poursuivant les débats sur les différences), et associait différentes sensibilités politiques, des militants associatifs, syndicaux et des citoyens inorganisés. La même dynamique n'aurait pas pu se développer autour d'un courant politique particulier. Des dizaines de milliers de personnes ont pu s'impliquer parce qu'elles n'avaient pas à choisir entre les différentes sensibilités politiques présentes. Ne l'oublions pas.

Le rassemblement antilibéral est à concrétiser, en créant une dynamique autour d'une élaboration de propositions communes, d'un débat citoyen qui s'en empare, d'un rassemblement unitaire qui les porte. Il n'est pas difficile d'imaginer un collectif de portes-paroles et un accord pour les législatives. Choisir qui figurera sur le bulletin de vote à la présidentielle soulève une difficulté tant sont forts le caractère central de cette élection dans la V^e République et l'enjeu identitaire qu'il représente pour toute formation politique. Il faut dépasser la tentation de chaque parti de présenter son propre candidat. Pour cela, il faut discuter

tout de suite du contenu programmatique pour des candidatures unitaires en 2007, afin de décider, le moment venu, quelles sont les personnalités les mieux à même d'incarner le rassemblement de toutes les forces de la gauche antilibérale et de porter les propositions communes.

Celles et ceux qui souffrent des politiques libérales ont un besoin urgent de ce rassemblement politique, de résistance anticapitaliste et de transformation sociale, évitant l'enfermement dans une contestation sans perspective ou la satellisation par le social-libéralisme. Ce pôle antilibéral, porteur des aspirations populaires, ne peut se cantonner aux seules luttes sociales. Il doit aussi s'affirmer dans le champ politique. Il n'y aura de changement qu'en combinant dans la durée mobilisation sociale et action politique. La gauche antilibérale doit maintenant prendre ses responsabilités.

P.-S.

* Tribune parue dans l'« Humanité » du 31 mars 2006